****OEA/Ser.W

**ORGANISATION DES ÉTATS AMÉRICAINS**

**Conseil interaméricain pour le développement intégré**

**(CIDI)**

CIDI/doc.309/21 rev.1

23 février 2021

Original: anglais

**PLAN DE TRAVAIL DU SECRÉTARIAT EXÉCUTIF**

**AU DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ (SEDI)**

**Janvier – Décembre 2021**

(Approuvée à sa séance ordinaire tenue le 23 février 2021)

**PLAN DE TRAVAIL 2021 POUR LE**

**SECRÉTARIAT EXÉCUTIF AU DÉVELOPPEMENT INTÉGRÉ (SEDI)**

**Janvier – décembre 2021**

**INTRODUCTION**

Le plan de travail du Secrétariat exécutif au développement intégré (SEDI) pour 2021 a été élaboré dans le contexte des défis auxquels les États membres sont confrontés dans les efforts qu’ils déploient pour se remettre du bouleversement tant sur les plans sanitaire qu’économique causé par la pandémie de COVID-19. Étant donné cette situation et malgré le fait qu’il faille travailler à distance, le plan de travail vise à utiliser les attributions principales du SEDI, qui sont de renforcer les capacités humaines, institutionnelles et techniques dans les États membres dans le but d’assurer leur développement durable, en harnachant la puissance de la coopération et des partenariats multisectoriels.

Toutes les mesures présentées sont en accord avec des mandats spécifiques confiés au Secrétariat par l’Assemblée générale et par les réunions ministérielles. Les mandats ont été convertis en programmes, projets et activités qui sont en accord avec le Plan stratégique global 2016-2021 de l’OEA et portent principalement sur cinq (5) domaines d’action.

**Domaines d’action :**

1. **Promotion des économies inclusives et compétitives :** Appuyer la croissance économique, la compétitivité, la productivité et l’innovation, en mettant l’accent sur les MPME
2. **Développement durable et environnement :** Accroitre la durabilité et la résilience dans les Amériques
3. **Promotion de l’éducation et du développement humain dans les Amériques :** Réduire la pauvreté, l’inégalité et l’exclusion en améliorant l’accès à une éducation de qualité et au travail décent
4. **Promotion du travail décent, digne et productif pour tous :** Renforcer l’administration du travail dans les Amériques
5. **Encouragement de la coopération pour le développement et établissement de partenariats**

**Approche commune :**

Le Secrétariat continuera d’adopter une approche unique - “APPROCHE UNIQUE DU SEDI”, qui consiste à travailler de façon plus globale dans tous ses domaines, capitalisant sur les forces organisationnelles et la capacité établie d’ajouter de la valeur aux États membres tout en dirigeant leur propre développement socio-économique.

* **Dialogue sur les politiques** favorisant la prise de décisions par consensus relativement à des défis communs et à la formulation de solutions partagées en matière de politiques.
* **Coopération sud-sud, triangulaire et horizontale** relativement au partage de connaissances et à l’échange mutuel de bonnes pratiques dans le but d’accélérer le développement.
* **Partenariats multisectoriels** dans le but d’utiliser pleinement le pouvoir de la collaboration et des mesures prises en commun.

Les initiatives et mesures soulignées ci-dessous ne sont pas exhaustives et dépendent des ressources humaines et financières disponibles. Le SEDI ajustera et adaptera ses programmes, ses projets et ses activités au besoin afin de répondre aux besoins émergents des États membres, particulièrement en cette époque pleine de défis.

**PLAN DE TRAVAIL 2021 DU SEDI/OEA : ACTIVITÉS PRÉVUES ET RÉSULTATS ATTENDUS**

**DÉPARTEMENT/SECTION :** DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (DDE)

| **INITIATIVES / ACTIVITÉS** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS / CONCLUSIONS ATTENDUS** | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** |
| --- | --- | --- | --- |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **1. Promouvoir des économies inclusives et compétitives** |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **1.1. Accroitre la capacité des institutions des États membres qui appuient la conception et la mise en œuvre de politiques et de programmes qui encouragent la productivité, l’entreprenariat, l’innovation et l’internationalisation des micro-, petites et moyennes entreprises (MPME), ainsi que des coopératives et autres unités de production.**  |
| **MPME** |  |
| Programme de numérisation des MPME de l’OEA : Exécution de programmes de formation virtuelle sur mesure pour des MPME ainsi que d’un programme de formation des formateurs pour les responsables et les bureaux principaux de MPME afin de renforcer leur résilience et de les aider à se relever de la pandémie  | Viabilité économique et résilience des MPME. Celles-ci seront à même de capitaliser sur la demande qui existe pour leurs produits sur Internet. Formation et ressources pour après la relève de la COVID et résilience des entreprises  | Mise en œuvre du Programme de numérisation des MPME de l’OEA dans au moins 10 États membres Formation en compétences numériques à l’intention des PME dans au moins 5 États membres | **Externe :** WhatsApp, eBay, Google et les États membres de l’OEA |
| Centre d’information en ligne sur les lois et les initiatives en matière de politiques et programmes publics pour appuyer le développement du secteur des MPME  | Appel visant à recueillir les politique et programmes publics visant spécifiquement la résilience des PME, la relève après la COVID-19, la continuité des affaires et la compétitivité | Centre d’information ayant accès à un vaste inventaire de bonnes pratiques et de politiques et programmes publics compilé dans la région dans le but d’assurer la résilience des MPME, la relève après la COVID-19, la continuité des affaires et la compétitivité  | **Interne :**Bureau exécutif du SEDI – CooperaNet (forums virtuels à l’intention des MPME et recueil de programmes); Département du développement durable (énergie / eau) sur le dialogue en matière de politiques sur la compétitivité |
| Diffusion auprès des responsables et des parties prenantes des MPME d’un Bulletin d’information sur le développement des MPME dans les Amériques (en anglais et en espagnol)  | Partage de politiques et de programmes publics visant spécifiquement la résilience des PME et la relève après la COVID-19 : réponses en matière de politiques relatives aux PME | Partage d’au moins 10 bonnes pratiques ainsi que d’occasions concrètes de coopération relativement à des politiques et des programmes destinés à appuyer la résilience des MPME et la relève après la COVID-19  | **Externe :**Des partenaires gouvernementaux tels que le Gouvernement du Chili, et des institutions financières comme la Banque centraméricaine d’intégration économique (BCIE) et l’Association andine de développement, des organisations régionales regroupant des MPME comme l’Agence caribéenne de développement de l’exportation et le Centre régional de promotion de la micro, petite et moyenne entreprise (CENPROMYPE) |
| Processus de préparation et tenue du Septième Dialogue interaméricain des responsables de MPME de haut niveau  | Réunions virtuelles portant principalement sur la résilience des PME, la continuité des affaires et la relève après la pandémie de COVID-19 : réponses des PME en matière de politiques  | Élaboration et adoption d’un cadre stratégique pour les Centres de développement des petites entreprises (SBDC) par les responsables de MPMS dans les nouveaux pays bénéficiaires que sont la Bolivie, l’Équateur et le Paraguay |  |
| **Programme des Centres de développement des petites entreprises de la Caraïbe :** Transfert de meilleures pratiques du Programme des Centres de développement des petites entreprises de la Caraïbe à trois nouveaux États membres de l’OEA : la Bolivie, l’Équateur et le Paraguay. | Le cadre des Centres de développement des petites entreprises de la Caraïbe sera appliqué à d’autres programmes de développement des MPME existants et les complètera. Ces programmes comprennent notamment des projets de donateurs multilatéraux comme la Banque interaméricaine de développement en Bolivie, et Équateur et au Paraguay. Cela permettra d’appliquer des leçons tirées à la conception de programmes de MPME plus forts dans ces pays.  | Amélioration de l’accès aux marchés et de l’accès aux finances pour les MPME de la Caraïbe, en mettant l’accent sur les femmes et les jeunes entrepreneurs  | **Externe :**La Banque interaméricaine de développement (BID); le *Bureau of Western Hemisphere Affairs* du Département d’État des États-Unis; le programme *Compete Caribbean Partnership Facility* de la BID |
| Services ciblés d’apport d’assistance technique et de développement des affaires pour améliorer l’accès au marché et l’accès à des opportunités de financement à des petites entreprises en mettant l’accent sur les femmes et les jeunes entrepreneurs dans des pays bénéficiaires du projet des Centres de développement des petites entreprises  | Aide technique spécialisée et renforcement des capacités pour les bénéficiaires du projet des Centres de développement des petites entreprises, pour améliorer l’accès aux marchés et au financement  | Identification de 3 priorités concrètes au Onzième Forum de la compétitivité dans les Amériques, pour mettre en place avec des partenaires du Réseau interaméricain de compétitivité (RIAC) pour aider à la relance de l’économie et favoriser la résilience dans les Amériques  |  |
| **Compétitivité**L’édition 2021 du Forum de la compétitivité dans les Amériques (ACF) et de la Réunion annuelle des ministres, des hauts fonctionnaires et des conseils de compétitivité des Amériques organisée par le RIAC auront lieu virtuellement le 25 février 2021sous la direction du Gouvernement de l’Équateur, en sa qualité de Président pro tempore du RIAC.  | Redéfinition du programme relatif à la compétitivité dans les Amériques et établissement des fondations qui permettront la relève du RIAC après la COVID.  | Mise en application dans au moins deux études régionales d’une approche fondée sur les données pour accroitre la compétitivité et la résilience dans les États membres de l’OEA.  | **Interne :**Bureau de direction du SEDI : Bureau du Conseiller stratégique pour le développement institutionnel et la gestion axée sur les résultats.  |
|  | Approche fondée sur les données pour accroitre la compétitivité et favoriser la résilience dans les Amériques  | Lancement d’un programme pilote : Certification interaméricaine en matière de permis de construction (guichet pour permis de construction simplifié) dans deux États membres.  |  |
| Groupe d’experts en compétitivité sous-nationale (GTECS) : Groupe de travail sur les permis de construction-GTECS | Échange de bonnes pratiques locale pour la mise en application de réformes réglementaires, en particulier dans l’émission de permis de construction  |  | **Externe :**CONAMER-Mexique, Collaboration entre autorités du secteur public aux niveaux national, étatique/provincial et municipal, chefs de file du secteur privé et du monde universitaire des États membres de l’OEA.  |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **1.2. Accroitre la coopération au niveau régional, les partages de connaissances, les transferts de technologie selon des conditions ayant fait l’objet d’une entente entre les parties, et la collaboration intersectorielle entre les États membres et au sein de ceux-ci dans les domaines de la compétitivité, de la productivité et de l’innovation.** |
| **Compétitivité :** |
| Americas Competitiveness Exchange (ACE) sur l’innovation et l’entreprenariat ; * ACE 13 : Colorado (USA) : du 1er au 6 aout 2020 (à confirmer)
* ACE 14 : Louisiane (USA) : du 7 au 12 novembre 2021 (à confirmer)
 | Partage de solutions, de données d’expériences de villes principales et d’autres endroits importants sur la résilience économique pour la compétitivité et la reprise économique après la COVID-19, en créant des partenariats  | Établissement de dix partenariats à long terme relatifs au développement économique local mû par l’innovation et à la résilience  | **Interne :**Bureau exécutif du SEDI et départements du SEDI **Externe :**Département du Commerce des États-Unis (EDA et ITA), Département d’État des États-Unis, Fondation panaméricaine pour le développement (FONPAD), États membres de l’OEA, secteur privé et monde universitaire |
| Plateforme d’innovation collaborative du RIAC sur la COVID-19  | - Imaginer et partager des stratégies, des produits et des services novateurs axés sur des solutions pour aborder la reprise économique et la résilience après COVID-19 | Au moins 20 nouvelles solutions et stratégies novatrices émanant de la plateforme d’innovation collaborative du RIAC sur la COVID-19  |  |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **1.3. Accroitre la coopération en vue de renforcer les capacités des institutions des États membres d’incorporer des innovations ainsi que des technologies transformatrices afin de créer une valeur ajoutée et de diversifier leurs économies de façon durable et inclusive.**  |
| **Science et technologie** |
| Sixième Réunion des ministres et hauts fonctionnaires chargés de la science et de la technologie et réunion de préparation. Thème : “Harnacher la puissance de la science et des technologies transformatrices pour faire progresser nos communautés” (Jamaïque, dates à confirmer) | Cette réunion ministérielle est une occasion d’établir des priorités régionales réalisables sur le rôle de la science et de la technologie pour appuyer la résilience, la reprise après la COVID et niveau de préparation  | Priorités et mesures décisives en matière de science et de technologie pour permettre à la COMCYT d’appuyer la résilience et la reprise des États membres de l’OEA, selon les spécifications des États membres de l’OEA | **Interne :**Bureau exécutif du SEDI et départements du SEDI **Externe :**Ministère de la science, de l’énergie et de la technologie (MSET) de la Jamaïque, Commission nationale sur la science et la technologie (NCST) de la Jamaïque, Ministère de la science, la technologie et l’innovation (MINCIENCIAS) de la Colombie, Conseil national de la science, de la technologie et de l’innovation technologique (CONCYTEC) du Pérou, Conseil national de science et de technologie (CONACYT) du Mexique, Centre de recherches en biologie du Nord-ouest (CIBNOR) du Mexique,Secrétariat national de science et technologie (SENACYT) du Guatemala, Agence de développement économique (CORFO) du Chili, Université Purdue, Université pontificale catholique du Pérou, Université du Costa Rica, Université nationale autonome du Mexique (UNAM), Réseau de bureaux de transfert de technologie (Red OTT) du Mexique, Institut de technologie de l’Illinois, Université Georgetown, Services en ligne d’Amazon (AWS) et d’autres partenaires universitaires et du secteur privé. |
| Groupes de travail de la COMCYT sur a) l’innovation; b) l’éducation en matière d’ingénierie; c) une infrastructure nationale de qualité; d) le développement technologique.Programme du GT 4 destiné à partager de bonnes pratiques ainsi que des propositions visant à promouvoir l’équité et l’égalité hommes-femmes en science, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM), en coordination avec SENACYT du Guatemala et CORFO du Chili. Dialogue virtuel avec des femmes ministres et hauts fonctionnaires. Le 8 mars 2021, Journée internationale de la femme. Tous les groupes de travail de la COMCYT. | * Faire la lumière sur le travail et la résilience des femmes en STIM, les femmes étant l’un des groupes humains les plus touchés par la COVID-19
 | 5 occasions de collaboration régionale et de partage de bonnes pratiques en vue d’appuyer les femmes et l’inclusion en STIM, en vertu d’un mandat ministériel ont été trouvées  |  |
| Deuxième édition de *Prospecta Americas* (Hidalgo, Mexique, Oct. 2021, à confirmer) : Plateforme de prospective destinée à rassembler des parties prenantes pour travailler à 10 technologies émergentes et transformatrices.1. Nano/nouveaux matériels; 2. Robotique – satellites; 3. Biologie de synthèse;4. Génie biomédical; 5. Mégadonnées;6. Chaine de blocs; 7. Informatique quantique; 8. Réalité amplifiée; 9. Réalité virtuelle; 10. Intelligence artificielle.  | Cartographier les capacités régionales, les tendances ainsi que la préparation des pays à d’éventuels développements techniques, en portant une attention particulière aux priorités de l’après-COVID. Révision des 10 technologies identifiées et évaluation de leur incidence potentielle sur tous les secteurs du SEDI.  | Progresser dans le processus d’établissement de centres d’excellence interaméricains en matière de prospective sur deux des dix technologies transformatrices identifiées par le biais de *Prospecta Americas*  |  |
| Carrefour de commercialisation et de transfert de technologie des Amériques, à Lima (Pérou) (à confirmer) et engagements en matière d’accélération virtuelle et de mentorat par le truchement du carrefour  | Accélérer des idées et des solutions concernant des priorités relatives à la reprise « de l’idée au marché » après la COVID-19 et favoriser et appuyer la transformation numérique pour la reprise post-COVID par le truchement du programme de carrefour et de la plateforme COMUNITT  | Au moyen de la collaboration et du mentorat dans le cadre du Carrefour, aider les États membres dans les efforts qu’ils consentent pour accélérer 10 technologies dans des zones ou le besoin se fait le plus sentir et amener les technologies de l’idée au marché |  |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **1.4. Appuyer les États membres dans le renforcement des capacités d’institutions qui favorisent la création d’activités économiques durables dans les secteurs du tourisme et de la culture**  |
| **Tourisme** |
| **DIALOGUE EN MATIÈRE DE POLITIQUES :*** Processus ministériel dans le domaine du tourisme : Vingt-cinquième Congrès des ministres et hauts fonctionnaires responsables du tourisme
* Réunion préparatoire du Vingt-cinquième Congrès des ministres et hauts fonctionnaires responsables du tourisme
* Réunions virtuelles de la CITUR
 | Réunion ministérielle pour aborder la résilience du secteur du tourisme dans le cadre de la reprise qui suivra la COVID-19 Renforcer les raisons de rendre le tourisme plus résilient, particulièrement dans les Caraïbes  | Réussite du Vingt-cinquième Congrès interaméricain des ministres et hauts fonctionnaires responsables du tourisme, tenu au ParaguayRéussite de la Réunion préparatoire du Vingt-cinquième Congrès interaméricain des ministres et hauts fonctionnaires responsables du tourisme, tenue soit virtuellement, ou encore au siège de l’OEA. Mise en application du Plan de travail de la CITUR Au moins 3 pays indiquent qu’ils sont prêts à mettre en place les Lignes directrices en matière de tourisme rural basé sur la communauté et à élaborer des manuels  | **Interne :**Liens potentiels entre le Réseau de tourisme rural basé sur la communauté et CooperaNet;SEDI-Département du développement durable ;CooperaNet**Externe :**Université George Washington et Bureau des affaires indiennes des États-Unis; Association internationale de transport aérien (IATA); Association de croisiéristes de la Floride et des Caraïbes (F-CCA); Association internationale des lignes de croisière (CLIA), Chambres de tourisme  |
| * Progresser dans la réalisation d’un modèle de gestion de développement durable du tourisme communautaire pour les Amériques
* Consolidation d’un réseau de tourisme rural basé sur la communauté
* Consolidation du Groupe de collaboration des Amériques en matière de tourisme autochtone
* Initiative visant à accroitre la résilience de petites entreprises de tourisme des Caraïbes face à des catastrophes (SEDI-Département du développement durable)
 |
| **Culture** |
| * Processus ministériel et Commission interaméricaine de la culture (CIC) : Réunion de la CIC
* Réunions techniques virtuelles des initiatives du plan de travail
* Livre numérique sur les bonnes pratiques et les programmes relatifs à l’articulation entre les institutions
* Proposition de comptes satellites de la culture
 | Focalisation de la culture sur les industries créatives liées à des PME | * La réalisation du projet est déjà bien avancée
* Au moins 2 réunions virtuelles du Groupe de travail sur les comptes satellites de la culture ont été entreprises
* Compilation d’un livre numérique sur les bonnes pratiques et les programmes relatifs à l’articulation entre les institutions et sur la collaboration à l’appui de l’économie créative
* Exécution en cours du Plan de travail de la CIC
* Élaboration d’une proposition visant à renforcer la capacité de prendre des décisions dans le secteur de la culture dans les Caraïbes
 | **Externe :**Organisation de la Convention Andrés Bello Banque de développement des Caraïbes sur les industries créatives |

**DÉPARTEMENT/SECTION : COMMISSION INTERAMÉRICAINE DES PORTS (CIP)**

| **INITIATIVES / ACTIVITÉS** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS / CONCLUSIONS ATTENDUS** | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** |
| --- | --- | --- | --- |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **2. Renforcement de la mise en application des buts en matière de développement durable conformément au Programme interaméricain de développement durable (PIDS) 2016-2021** |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **2.1. Renforcement des capacités des États membres dans le domaine de la gestion des risques de catastrophe de façon à atteindre les buts et les mesures stratégiques énoncés dans la section 3.1 du PIDS** |
| **PORTS** |  |
| Gestion des risques de catastrophe pour les ports des Caraïbes :Élaboration de plans d’intervention en cas d’urgence entre de multiples parties prenantes en vue d’obtenir une intervention améliorée en cas d’urgence : amélioration de la gestion des risques de catastrophe pour les ports des Caraïbes  |  | Dans le contexte du projet approuvé par le CEP sur une gestion améliorée des risques de catastrophe pour les ports des Caraïbes, le Secrétariat de la CIP fera ce qui suit : * Établir des conditions de base consistant en les lignes directrices actuelles en matière de gestion des risques de catastrophe pour la conception subséquente d’un Plan modèle d’intervention en cas de catastrophe.
* Projet de Plan modèle d’intervention en cas de catastrophe pour les ports des Caraïbes.
* Réalisation d’un atelier régional (en ligne et en personne) à l’intention des agents des ports des Caraïbes sur la gestion des risques de catastrophe dans les ports.
 | **Interne :** Division de la gestion des risques duSEDI.**Externe :** Agence caribéenne de gestion des urgences en cas de catastrophe (CDEMA); Association des transporteurs maritimes de la Caraïbe (CSA); autorités nationales responsables des ports auprès de la CIP; Gouvernement de l’Italie; Hudson Analytix; MAERSK; Association des administrations portuaires de la Caraïbe (PMAC); T&T Salvage; Garde côtière des États-Unis (USCG). |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **3. Promouvoir l’éducation et le développement humain dans les Amériques** |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **3.4. Encourager l’accès des États membres à des débouchés de qualité, inclusifs et équitables en matière d’éducation à tous les niveaux, selon toutes les modalités, et dans les quatre langues officielles de l’Organisation**  |
| Programme de bourses d’études et de perfectionnement de la Commission interaméricaine des ports |  | • Renforcer les capacités techniques de plus de 500 agents portuaires à l’échelle du Continent, en partageant des pratiques réussies relatives à plusieurs questions pertinentes pour le secteur maritime et portuaire, au moyen de huit webinaires techniques et/ou conférences techniques à l’échelle continentale sur place.• Renforcer les capacités institutionnelles par le truchement de 300 bourses de perfectionnement professionnel pour 15 cours en ligne certifiés accordées à des agents portuaires de 20 États membres. | **Externe :** Association internationale des ports et havres (IAPH); Association internationale des systèmes de la communauté portuaire (IPCSA); Bureau des politiques maritimes du Panama; Réseau international ISPCS du Mexique; Autorité nationale des ports du Pérou; Commission nationale des ports du Guatemala;Réseau des femmes des autorités maritimes d’Amérique latine (*Red MAMLA*);*Puertos del Estado* de l’Espagne; Garde côtière des États-Unis (USCG); Fondation du port de Valence, de l’Espagne; Women’s International Shipping and Trading Association (WISTA).  |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **6. Encourager les partenariats et la coopération pour le développement** |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **6.1. Encourager la coopération bilatérale, sud-sud, triangulaire et internationale dans le Continent américain** |
| **Dialogue en matière de politiques :** * Douzième Réunion ordinaire de la CIP, le 19 mai 2021.

Augmentation du nombre d’activités pour obtenir des membres associés et des bailleurs de fonds supplémentaires. |  | * Obtenir l’approbation du CIDI pour la résolution visant à tenir la Douzième Réunion ordinaire de la Commission interaméricaine des ports *virtuellement* le 19 mai 2021.
* Obtenir l’adoption de documents de fonds (résolution de la CIP, plan d’action de Buenos Aires et budget 2020-2021), de même que le rapport d’activités et le rapport financier de la CIP pour 2018-2020.
* Élire le Comité exécutif de la CIP (CECIP) pour la période 2021-2023.
 | **Interne :**Mission permanente de l’Argentine près l'OEA; Département des conférences de l’OEA; Bureau exécutif du SEDI.**Externe :** Administration générale des ports de l’Argentine; autorités portuaires nationales de la CIP.  |

**DÉPARTEMENT/SECTION : DÉVELOPPEMENT DURABLE**

| **INITIATIVES / ACTIVITÉS** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS / CONCLUSIONS ATTENDUS** | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** |
| --- | --- | --- | --- |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **2. Renforcer la mise en œuvre des objectifs de développement durable, conformément au Programme interaméricain de développement durable (PIDS) 2016-2021** |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **2.1. Renforcer les capacités des États membres dans le domaine de la gestion des risques de catastrophe conformément aux buts et aux mesures stratégiques énoncés à la section 3.1 du PIDS** |
| **Gestion des risques de catastrophe :** |
| **Équipe communautaire régionale d’intervention en situation d’urgence (CERT)** | Renforcer les capacités de former et d’organiser des communautés – qu’elles soient définies par des frontières géographiques et administratives ou par des services aux entreprises et par des fournisseurs, et intégrer ces communautés à des mécanismes nationaux de gestion des situations d’urgence ainsi qu’à des ententes formelles. | Renforcement des connaissances et des capacités de base nécessaires à des interventions en cas d’urgence dans la communauté et renforcement des capacités à préparer, à intervenir et à se remettre de catastrophes et de chocs se produisant dans des sous-régions visées ainsi que dans des États membres participants. | **Interne (OEA) :** Réseau interaméricain pour l’atténuation des effets des catastrophes (INDM), Bureau exécutif du SEDI (coopération technique en matière de formation à la gestion des situations d’urgence – base de données du SEDI), section de la culture et du tourisme du Département du développement économique, Département du développement humain, de l’éducation et de l’emploi, CIP, SSM, DSS, Organisation interaméricaine de défense, Bureau du SGA. **Externe :** Agence fédérale de gestion des situations d’urgence (FEMA) des États-Unis, et le réseau américain d’équipes communautaires régionales d’intervention en situation d’urgence (CERT). Toutes les agences des États-Unis qui font partie du Bureau d’aide humanitaire des États-Unis (US BHA), l’Association caribéenne des hôtels et du tourisme (CHTA), l’OPS, la BID, la Fondation panaméricaine de développement, l’IICA, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), la Commission des Casques blancs, l’Institut interaméricain pour la recherche sur le changement mondial (IAI), les institutions de financement internationales et les banques de développement, les observateurs permanents et les États membres.  |
| *Projet “Renforcement de la résilience de petites entreprises de tourisme de la Caraïbe face aux catastrophes” :*Atelier sur la planification d’urgence et la continuité des affaires, et stratégie de communication en situation de crise  | Aider de petites entreprises de tourisme à renforcer leurs capacités d’élaborer et de mettre en place des plans d’urgence et des plans de continuité des affaires, et à concevoir et à établir une stratégie de communication en situation de crise pour la mise en œuvre de ces plans.  | Une approche régionale à la planification des situations d’urgence pour le secteur du tourisme, des recommandations pour l’ensemble de l’écosystème du tourisme en vue de réduire les interruptions des affaires, en portant une attention particulière à la part de la chaîne d’approvisionnement occupée par les petites entreprises dans le domaine du tourisme.Le résultat attendu est une réduction des interruptions des affaires, en particulier en ce qui concerne les petites entreprises de tourisme qui font partie de l’écosystème du tourisme, et un mouvement de revenus plus important pour les communautés qui dépendent du tourisme.  |
| Cours à l’intention des équipes communautaires d’intervention en situation d’urgence (CERT) : Cours de base, Formation des formateurs, et cours de gestionnaire de programme (dans 12 États membres de la CARICOM et la RD) | Donner une formation aux agences nationales de gestion des catastrophes d'urgence sur le CERT de base, la formation des formateurs et des gestionnaires de projet pour la mise en œuvre du CERT pour les communautés locales (délimitation géographique/administrative) et les communautés de petites entreprises touristiques prestataires de services, avec le parrainage de plus grandes entreprises.  | Des équipes communautaires d'intervention d'urgence (CERT) ont été mises en place dans tous les États membres participants, avec le parrainage de grandes entreprises touristiques et dans le cadre de mécanismes nationaux bien structurés de gestion des catastrophes naturelles.Le résultat escompté est de réduire les perturbations des activités touristiques liées aux catastrophes. |
| Forum politique multilatéral de haut niveau | Créer un forum politique de haut niveau réunissant plusieurs parties prenantes, avec la participation des ministères du tourisme, des agences nationales de gestion des urgences en cas de catastrophe, des grandes entreprises du secteur du tourisme - telles que les chaînes hôtelières, les compagnies de croisière, les compagnies aériennes, les agences et les opérateurs touristiques, les centres de développement des petites entreprises (SBDC), les petites entreprises touristiques, les sociétés de distribution d'énergie et d'eau, et toutes les parties prenantes du secteur du tourisme.Produire des recommandations politiques à l’intention des agences gouvernementales et les entreprises privées, sur la base d'un consensus et d'un dialogue politique multi-acteurs. | Un ensemble de politiques publiques et privées consensuelles, et un forum politique permanent de haut niveau réunissant de multiples parties prenantes, capables de répondre à un écosystème touristique en mutation, et notamment aux chocs intérieurs et extérieurs, qu'ils soient liés à des risques naturels, biologiques, technologiques ou d'origine humaine, ou à des chocs économiques et financiers, ou à tout autre choc.Le résultat attendu est un écosystème touristique amélioré, où les petites entreprises touristiques font partie intégrante des plans de continuité des activités et des plans d'urgence pour la continuité des opérations des grandes entreprises et la réduction de la contribution du secteur du tourisme au PIB des économies des États membres participants. |
| **Politiques et programmes fondés sur la science et les données pour les décideurs** | Sensibiliser à la pertinence d'adopter une approche fondée sur les données pour élaborer des programmes et des politiques visant à renforcer la résilience. | Atelier visant à sensibiliser et à faire comprendre comment la science et les données peuvent façonner les politiques et les programmes de renforcement de la résilience et de la gestion des risques de catastrophe. |
| **Intégrer les** **objectifs de la** **gestion des risques de catastrophe** dans tous les piliers de la Charte de l'OEA et dans tous les services du Secrétariat général, et en particulier au sein du SEDI. | Fournir un support technique pour la conception et la formulation de projets et programmes.Examiner et fournir des commentaires sur tous les projets soumis à la Commission d’évaluation des projets (CEP).  | Intégration des objectifs de gestion des risques de catastrophe (GRC) dans tous les services du Secrétariat général. |
| Les projets soumis à la CEP sont examinés pour l'intégration des objectifs de la GRC. |
| Les projets qui abordent des domaines spécifiques de la GRC et des secteurs spécifiques formulés. |
| **Dialogue et coopération entre les pays et les parties prenantes pour l'atténuation des effets des catastrophes, la réaction, la reconstruction et le relèvement** | Faciliter la coopération entre pays et entre parties prenantes pour l'atténuation des effets des catastrophes, la réaction, la reconstruction et le relèvement. | Dispositifs de collaboration entre plusieurs pays et plusieurs parties prenantes pour l'atténuation des effets des catastrophes, la réponse, la reconstruction et le relèvement. |
| Réseau interaméricain d’atténuation des effets des catastrophes (RIMD) : Base de données en ligne et rencontres continentales | Alimenter et tenir à jour la base de données en ligne de l'INDM en collaboration avec l'Organisation interaméricaine de défense, notamment en ce qui concerne (1) les autorités nationales de coordination responsables de l'offre, de l'acceptation et de la demande d'intervention internationale en cas de catastrophe ; (2) les capacités nationales d'intervention internationale en cas de catastrophe - intégrant toutes les capacités civiles et militaires, publiques et privées, ainsi que les ONG ; (3) les accords multilatéraux et bilatéraux d'intervention internationale en cas de catastrophe, y compris les accords d'aide mutuelle ; et (4) toutes les législations et réglementations nationales en cas de catastrophe qui éclairent et régissent l'intervention internationale en cas de catastrophe. | Mise à jour et amélioration de la base de données en ligne du RIMD pour faciliter la coordination entre les États membres de l'OEA et les observateurs permanents qui fournissent une réponse aux catastrophes et une aide humanitaire, ainsi qu'entre et avec les agences du système interaméricain, les organisations intergouvernementales sous-régionales, les organisations internationales, les IFI et les banques de développement, et tous les autres acteurs internationaux de la réponse aux catastrophes et de l'aide humanitaire.Le résultat attendu est un renforcement de la capacité du Secrétariat général à faciliter la coordination de la réponse internationale aux catastrophes et de l'aide humanitaire. |
| Commission interaméricaine pour la réduction des catastrophes naturelles (CIRDN) et Fonds interaméricain d'assistance pour situations de crise (FONDEM) | Soutenir les réunions de la CIRDN dans la préparation, la réponse aux catastrophes, en mettant l'accent sur le rétablissement et la reconstruction, et faciliter la collaboration entre les pays et les parties prenantes dans la réponse aux catastrophes, la reconstruction et le relèvement. | Amélioration de l'information sur les capacités existantes en matière d'intervention internationale en cas de catastrophe et sur les possibilités de collaboration, rapports de mission présentant les enseignements tirés et les recommandations d'amélioration, et renforcement de la préparation à une intervention internationale coordonnée ainsi qu'au redressement et à la reconstruction. |
| Programme Casques blancs de l’OEA | Missions de soutien de la Commission argentine des Casques blancs en réponse aux catastrophes, y compris celles liées aux risques naturels et biologiques, et en particulier en réponse et soutien aux États membres dans la gestion et le rétablissement de la pandémie de COVID-19.Soutenir l'offre de formation en matière d'atténuation des catastrophes, de gestion des catastrophes, ainsi que de réponse, de reconstruction et de relèvement. | Les missions d'intervention en cas de catastrophe et les responsables gouvernementaux sont formés dans les domaines de l'atténuation des effets des catastrophes, de la gestion des catastrophes, ainsi que de la reprise et de la reconstruction. |
|
|
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **2.2. Promouvoir les capacités des États membres en ce qui concerne la gestion durable des écosystèmes conformément aux objectifs et interventions stratégiques énoncés à la section 3.2. du PIDS.** |
| **Gestion durable des écosystèmes :** |
| Soutenir les États dans les efforts qu’ils déploient pour atteindre l’ODD 15 : « Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l’appauvrissement de la biodiversité », l’objectif global étant de renforcer la résilience communautaire. | Des écosystèmes sains sont le fondement d'économies résilientes et compétitives. Les écosystèmes résilients sont des liens constructifs avec divers facteurs de production tels que : la santé et la productivité des travailleurs, les chaînes d'approvisionnement basées sur les ressources des écosystèmes locaux et la santé des actifs côtiers dont dépendent des secteurs comme le tourisme. Les écosystèmes résilients tels que les récifs coralliens et les mangroves augmentent la résistance aux catastrophes des villes et des communautés côtières.  | Aucun financement identifié. Par conséquent, toutes les initiatives relevant de l'objectif stratégique 2.3.: Eau, contribuent à cet objectif stratégique. | **Interne (OEA) :** Villes durables, résilience et gestion des risques, en collaboration avec d'autres secteurs du DSD, le Département du développement économique, le CICTE, la CIP.**Externe :** CAF, FEM. |
| **OBJECTIF** **STRATÉGIQUE** | **2.3. Promouvoir les capacités des États membres pour la gestion intégrée des ressources hydriques conformément aux objectifs et interventions stratégiques énoncés à la section 3.3 du PIDS.** |
| **Eau :** |
| Portefeuille de projets portant sur les chocs spécifiques liés à l'eau qui affectent les pays partageant ces écosystèmes communs (à Cuenca Rio Lempa-Trifinio, dans le bassin du fleuve Plata, dans la région des grandes Caraïbes, dans le Rio Bravo)1. Changements dans l'approvisionnement en eau, liés à la variabilité et au changement climatique2. Qualité de l'eau liée à la pollution3. Conflits autour des eaux transfrontalières 4. Limitations de la base d'informations et de connaissances pour le renforcement de la résilience dans le secteur de l'eau. | Le renforcement de la résilience et la compétitivité peuvent être mis à mal par des changements dans l'approvisionnement en eau, liés au changement et à la variabilité climatiques, par la réduction de la qualité de l'eau due à des sources de pollution terrestres et par des conflits sociaux, notamment autour des eaux transfrontalières. La résilience et la compétitivité peuvent être améliorées par l'accès à des technologies appropriées, l'utilisation rationnelle de l'eau, la gestion de la demande en eau et l'utilisation de systèmes d'approvisionnement en eau résilients.Les interventions relevant de cet objectif stratégique 2.3 contribuent également aux objectifs stratégiques 2.1, 2.2 et 2.4. | Portefeuille de projets d'investissement pour le bassin de la Plata afin de promouvoir le développement intégral du bassin, en mettant l'accent sur l'eau, l'énergie et le développement durable. | **Interne (OEA) :** Questions politiques, CICTE, CIDH, CIM. **Externe :** Stratégie des eaux transfrontalières de la BID, Hub de l'ONU pour l'eau et la paix et Convention de l'ONU sur l'eau, IAI. SICA, CARICOM, CIC, BID, Banque mondiale, WRG-2030, GIZ, NDB, CWWA, Geneva Water Hub for Cooperation, OPS, COSUDE, CAF, Florida International University, Université de San Luis Potosi (Mexique), CODIA. PNUE, UNESCO-IHP, OMM. |
| Le plan de travail 2021-2023 de l'OEA et de la BID est approuvé, élaboré et financé. |
| 5 protocoles d’entente à signer avec des partenaires stratégiques pour renforcer la capacité du programme de l'eau. |
| Au moins 3 produits de gestion des connaissances développés et publiés dans les domaines suivants :Coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau, Eau et genre, L'eau pour les objectifs de développement durable (ODD). |
| Promouvoir le développement d'instruments de financement de l'eau dans la région des Caraïbes. Au moins une stratégie développée. |
| Cadre programmatique pour la mise en œuvre des interventions du PIDS au titre de l'objectif 3.3 - Eau. |
| Bilans hydriques, études et scénarios d'avenir de l'eau réalisés dans le bassin du Bravo et du Trifinio. |
| Début de l'exécution des activités dans le cadre des projets Trifinio et Pantanal financés par le FEM, la BID et le PNUE. |
| Dialogues régionaux de haut niveau, ateliers, conférences pour le partage des connaissances, y compris l'apprentissage à distance. |
| Présentation de stratégies régionales pour la conservation et l'utilisation durable des ressources marines (économie bleue) |
| Développer un agenda commun sur la gestion de l'eau avec les organisations politiques sous-régionales : | Conception et mise en œuvre d'un modèle de PPP pour l'eau potable et l'assainissement (santé et santé humaine) au sein de l'OEA ;  |
| Mettre en œuvre un mécanisme virtuel de coordination et d'échange d'informations sur la gestion des ressources en eau. | Élaboration de lignes directrices sur l'eau et la cybersécurité pour les institutions du secteur de l'eau et de l'assainissement. |
| Dialogue avec les partenaires mondiaux et régionaux dans le domaine de l'eau : Les ONG, le secteur universitaire et le secteur privé afin d'identifier les possibilités qui aident les États membres à relever leurs défis en matière d'eau. | Élaboration d'accords techniques et de protocoles de travail sur la gestion de l'eau. |
| Concevoir et mettre en œuvre des programmes multidisciplinaires pour renforcer la participation du public, en particulier des femmes, des jeunes et des groupes autochtones, aux initiatives nationales et régionales sur l'eau, y compris l'adaptation au changement climatique. | Renforcement de la participation du public aux initiatives nationales et régionales sur l'eau, y compris l'adaptation au changement climatique. |
| Faire progresser les mesures permettant au SG/OEA d'accéder aux ressources du Fonds vert pour le climat (FVC), du Fonds d'adaptation (FA) et d'autres organisations ou mécanismes financiers. | Extension et développement d'alliances stratégiques avec des partenaires internationaux. |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **2.4. Promouvoir les capacités des États membres en ce qui concerne la thématique des villes et communautés durables conformément aux objectifs et principes d’action énoncés à la section 3.4. du PIDS.** |
| **Villes durables :** |
| Former les fonctionnaires et les jeunes à la conduite du changement pour des villes et des communautés durables. | Soutenir les États membres dans leurs efforts pour mettre en œuvre des approches intégrales en milieu urbain, en relevant les défis en matière de transport et de mobilité, d'efficacité énergétique, d'eau et d'assainissement, de gestion des déchets, de santé et d'éducation, en favorisant la redondance et la résilience des services de base, en protégeant les écosystèmes urbains et en élaborant des solutions socialement inclusives. | Le MOCC révisé sur les villes durables et les dispositions d'exécution du projet sont en place. | **Interne (OEA) :** Portail éducatif des Amériques **Externe :** FEM, tous les domaines d'intervention et le programme d'impact des villes durables identifiés comme des partenaires potentiels. |
| **OBJECTIF** **STRATÉGIQUE** | **2.5. Promouvoir les capacités des États membres pour la gestion durable de l’énergie, en privilégiant la promotion des énergies propres, renouvelables et durables du point de vue environnemental ainsi que l’efficience énergétique, conformément aux objectifs et principes d’action énoncés à la section 3.5. du PIDS.** |
| **Énergie** |
| **Partenariat des Amériques pour l'énergie et le climat (ECPA)** | Contribuer au développement de marchés qui favorisent les énergies renouvelables et le gaz naturel, créent des emplois et encouragent une croissance à faible émission de carbone.L'énergie est d'une importance capitale pour le développement intégré. Les principaux facteurs qui déterminent les décisions prises par les États membres dans le domaine de l'énergie sont l'offre, la demande et le coût. Les transitions en matière d'énergie propre qui ont lieu au niveau régional offrent une nouvelle occasion de stimuler une croissance économique et sociale durable.Les interventions relevant de cet objectif stratégique 2.3 contribuent également aux objectifs stratégiques 2.1, 2.3 et 2.4. | Partenariats avec le secteur privé pour générer un impact social et environnemental positif en matière de sécurité, d'accès et de prix de l'énergie ; renforcer la résilience et la fiabilité des systèmes énergétiques ; et promouvoir le concept de transitions énergétiques en tant que moteur du développement durable, de la croissance et de la reprise économique dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Résultats précis anticipés : | **Interne (OEA) :** DED/SEDI (possibilité d'engagement avec l'ACF/ACE, la réunion des ministres de la S&T et les SBC), CICTE. **Externe :** Mettre en concurrence les Caraïbes/la BID comme partenaire potentiel. |
| Élaboration d'une stratégie visant à promouvoir l'investissement à impact dans les énergies propres sur les marchés d'Amérique latine et des Caraïbes. |
| Renforcement des capacités et formation à la résilience des systèmes énergétiques. |
| Renforcement des mesures nationales de la qualité de l'air et des émissions de gaz à effet de serre. |
| Audits énergétiques. Cybersécurité et énergie.  | Partenariat intersecrétariats potentiel avec le CICTE. |
| **OBJECTIF** **STRATÉGIQUE** | **2.6. Renforcer les capacités des États membres à disposer d’institutions efficientes, efficaces, responsables et inclusives pour le développement durable, conformément aux objectifs et principes d’action énoncés à la section 3.6. du PIDS.** |
| **Commerce et environnement :** |
| **Accord commercial entre les États-Unis et le Pérou** |  | Soutien aux opérations du Secrétariat pour les soumissions sur les questions d'application de la législation environnementale dans le cadre du TPA |  |
|  | Élaboration du Plan stratégique et mise à jour de la stratégie de vulgarisation : Sensibilisation accrue des parties prenantes du Pérou et des États-Unis au Secrétariat, à son rôle et à ses fonctions, ainsi qu'au processus de soumission en cours. |  |
|  | Réception et traitement des demandes déposées en vertu de l'article 18.8, et élaboration des dossiers factuels en vertu de l'article 18.9 de l'accord de coopération environnementale entre les États-Unis et le Pérou. |  |
|  | Amélioration de la gouvernance et de la responsabilité en matière d'environnement au Pérou et aux États-Unis, conformément au TPA |  |

**DÉPARTEMENT/SECTION : DÉVELOPPEMENT HUMAIN, ÉDUCATION ET EMPLOI (DDHEC)**

| **INITIATIVES/ACTIVITÉS** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS ANTICIPÉS** | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** |
| --- | --- | --- | --- |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **3. Promotion de l’éducation et du développement humain dans les Amériques** |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **3.1. Renforcer les capacités institutionnelles des États membres afin de fournir une éducation de qualité, inclusive et assortie d’équité.** |
| **Éducation - Dialogue politique** |
| Processus ministériel et réunions interaméricaines des ministres de l’éducationNeuvième réunion de la Commission interaméricaine de l'éducation (CIE), octobre 2021 |  | Rapport d'étape sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des mandats ministériels et recommandations pour ajuster le plan de travail si nécessaire. Soutenir les ministères de l'éducation et les institutions chargées de l'éducation de la région dans la mise en œuvre du Plan d'action continental pour la continuité de l'éducation face aux effets de la pandémie de coronavirus (PHACE). Commencer la planification de la deuxième phase du Programme éducatif interaméricain (PEI) en proposant des lignes directrices pour la prochaine période quinquennale (2022-2027). | **Externe :**UNESCO OREALC, ILO-CINTERFOR, PAHO-OPS, IOHE-OUI, UNESCO IESALC, UNICEF, Consortium d'universités, groupes de réflexion et ONG. |
| Plan de travail de la CIE 2019-2022 |  | Partager des initiatives concrètes pour la mise en œuvre du PEI et des demandes formulées par les États membres sur le Plan d'action d'Antigua-et-Barbuda (PAAB 2019) ; approfondir les synergies entre les initiatives éducatives mondiales, continentales et sous-régionales ; et promouvoir la coopération intersectorielle et la coopération avec d'autres acteurs sociaux afin d'aider à atteindre les objectifs fixés dans le Programme de développement durable à l’horizon 2030 et contribuer à réduire les inégalités exacerbées par la pandémie. | **Externe :**UNESCO OREALC, ILO-CINTERFOR, PAHO-OPS, IOHE-OUI, UNESCO IESALC, UNICEF, Consortium d'universités, groupes de réflexion et ONG. |
| **OBJECTIF** **STRATÉGIQUE** | **3.2. Renforcer la profession d’enseignant dans les États membres en créant davantage de possibilités de formation.** |
| **Éducation – Enseignants** |  |
| Réseau interaméricain de formation des enseignants (ITEN)Équipes de projetBourse d'études pour les enseignantsSéminaire annuelÉchange de coopérationSubvention d’amorçage |  | * Plus de 30 000 enseignants et autres responsables de l'éducation formés par le biais d'ateliers et de programmes en face à face et virtuels proposés par l'ITEN, ses équipes de projet et ses enseignants associés pour soutenir un enseignement des STIM (et la formation des enseignants) de qualité et équitable pour les hommes et les femmes, afin de promouvoir une pensée critique et innovante pour répondre aux problèmes émergents, notamment l'énergie et la résilience climatique mondiale.
* Plus de 35 ministères de l'éducation et d'autres institutions de formation des enseignants, ainsi que leurs enseignants désignés, mis en réseau par des équipes de projet collaboratives, ont démontré une capacité accrue à répondre aux problèmes émergents de la formation des enseignants.
* Plus de 12 publications (articles, rapports, etc.) diffusées à grande échelle pour fournir des stratégies visant à aider les filles et les femmes à surmonter les obstacles communs afin de combler les lacunes en matière de réussite et d'opportunités dans l'enseignement des STIM.
* Dates utiles : Délai de dépôt de candidatures pour les équipes de projet : 1er fév. ; équipes de projet : 1er mars - 31 août ; demandes de subventions d'amorçage : 1er mars - 1er mai ; Session d'affiches virtuelles : Juin (à préciser) ; Séminaire virtuel : Août (à préciser)
 | **Externe :**Fondation Siemens Stiftung, Centre international de physique théorique / UNESCO, Université du Colorado à Boulder / Physics Education Technology Interactive Simulations, Dinámica (centre de formation des enseignants au Pérou) / Association américaine des professeurs de physique - Mexique |
| **Portail éducatif des Amériques :** Formation en ligne pour le développement professionnel des citoyens des États membres de l'OEA |  | * Environ 350 citoyens des Amériques ont bénéficié de dispenses partielles de frais de scolarité pour des cours en ligne de développement professionnel dispensés par le Portail éducatif des Amériques.
* Environ 1 000 personnes ont été formées par le biais de MOOC sur des sujets liés à l'éducation, au genre, aux droits de la personne et au développement durable.
* Environ 1 900 enseignants ont reçu une formation en ligne sur l'innovation et l'intégration des TIC dans l'éducation par le biais du programme éducatif OAS-ProFuturo.
* Soutenir le renforcement des capacités au sein de l'OEA pour offrir une formation virtuelle à divers publics d'intérêt, par le développement de solutions éducatives sur mesure.
 | **Interne :**RIAL, CIM, CIDH, CITEL, départements du SEDI, départements d’autres secrétariats**Externe :**Fondation ProFuturo ; ministères de l'éducation des États membres ; Convention Andres Bello (CAB) ; FLACSO Chili ; Universidad Pontificia Bolivariana (UPB). |
| **OBJECTIF****STRATÉGIQUE** | **3.3. Renforcer les capacités institutionnelles des États membres afin d’assurer une prise en charge intégrale de la petite enfance.** |
| **Éducation** - Programme de bourses d'études et de perfectionnement de l’OEA |
| Attribue chaque année des bourses pour des masters, des doctorats ou des recherches de troisième cycle menant à un diplôme universitaire. |  | * 47 Bourses académiques menant à des diplômes de premier cycle, de maîtrise et de doctorat avec plus de 160 universités dans les États membres dans divers programmes contribuant au développement du capital humain pour promouvoir la compétitivité et le développement dans les pays de la région.
* 11 Cours en ligne de développement professionnel à court terme pour les citoyens et les résidents permanents des États membres de l'OEA afin d'élargir et de renforcer le développement professionnel dans des domaines de travail spécialisés.
* Au moins 3 000 bourses d'études accordées dans le cadre de partenariats avec les gouvernements des États membres, les universités privées et publiques des États membres et des pays observateurs de l'OEA ainsi que d'autres établissements d'enseignement menant à des diplômes de maîtrise et de doctorat et à des certificats de développement professionnel, qui contribueront au développement du capital humain et favoriseront la résilience, la compétitivité et le développement dans les pays de la région.
 | **Interne :**Bureau exécutif du SEDI, tous les départements du SEDI**Externe :**Gouvernements des États membres, 160 universités du Consortium des universités des États membres de l'OEA, 5 établissements d'enseignement des pays observateurs, 88 universités du Groupe de coopération internationale des universités brésiliennes. |
| **Fonds Rowe**Le Fonds Rowe est un programme de prêts à l'éducation de l'OEA qui aide les citoyens des États membres de l'OEA d'Amérique latine et des Caraïbes à financer leurs études ou leurs recherches dans des universités accréditées aux États-Unis en leur accordant des prêts sans intérêt d'un montant maximal de $15 000. |  | * Plus de 90 aides financières accordées pour des études aux États-Unis
* Octroi de prêts éducatifs et d'urgence à 20 membres du personnel du Secrétariat général de l’OEA.
* Plus de 300 comptes de prêts gérés par le fonds renouvelable
* Portefeuille d'investissement géré de manière modérément conservatrice

Plus d’une bourse d'études accordée dans le cadre de l'aide d’urgence due à la COVID-19 pour aider les étudiants internationaux actuellement inscrits à obtenir leur diplôme aux États-Unis. | **Interne :**Comprend des prestataires internes (OEA)**Externe :**OASFCU, Conseiller en investissement, Services de garde et de négociation, Audit externe ainsi que des institutions ou groupes informels dans le domaine des programmes d'échange d'enseignement supérieur et des programmes de bourses d'études/de prêts. |
| **LIGNE STRATÉGIQUE :** | **4. Promouvoir le travail décent, digne et productif pour tous** |
| **OBJECTIF** **STRATÉGIQUE** | **4.1. Renforcer les capacités institutionnelles des États membres pour le renforcement des systèmes d’éducation et de formation continue** |
| **Travail :** |
| **Conférence interaméricaine des ministres du travail (CIMT)** | Activités de coopération bilatérale et régionale du Réseau interaméricain de l'administration dans le domaine du travail (RIAL) | * Concevoir, réformer, exécuter et évaluer les politiques et les programmes en matière de travail et d'emploi, grâce aux activités de coopération bilatérale et régionale du RIAL, au portefeuille de réponses des ministères du travail à la COVID-19 et aux bulletins d'information, entre autres. Un accent particulier sur les mesures visant à promouvoir le travail décent et l'emploi productif, y compris l'emploi des jeunes, le renforcement des systèmes de protection sociale et la promotion d'un vieillissement dans la dignité.
* Combler le déficit de compétences, identifier et développer les compétences pour l'avenir et mieux préparer la main-d'œuvre afin de se remettre de la crise de l'emploi générée par la COVID-19, et construire des économies et des sociétés plus résilientes et durables.
 | **Interne :**Secrétariat à l'accès aux droits et à l'équité |
|  | Actions visant à améliorer l'équité entre les sexes sur le marché du travail grâce à l'intégration de la dimension de genre dans les ministères du travail | * Une étude complète sur le statut de l'intégration de la dimension de genre dans les ministères du travail et une série de recommandations pour renforcer ce processus ont été finalisées. L'intégration de la dimension de genre est un moyen de parvenir à l'équité entre les sexes.
* Les gouvernements ont accru leurs connaissances et leurs capacités sur la manière d'identifier, de prévenir, de traiter et de sanctionner la violence sexiste au travail, après un cours virtuel développé par le SEDI et la Commission interaméricaine des femmes (CIM) dans le Portail éducatif des Amériques.
 |  |
| **OBJECTIF****STRATÉGIQUE** | **4.2. Renforcer les capacités institutionnelles des États membres afin de favoriser des conditions et perspectives d’emploi équitables et inclusives pour les populations en situation de vulnérabilité et tous les groupes qui rencontrent des difficultés importantes sur le marché du travail.** |
| **Travail** - Dialogue politique* Vingt-et-unième Conférence interaméricaine des ministres du travail (CIMT)
* Réunions de syndicats (COSATE) et d’organisations patronales (CEATAL) - (Argentine, 22-24 septembre 2021)
 |  | Les gouvernements sont parvenus à un nouveau consensus continental sur les priorités et les actions en matière de travail et d'emploi, notamment les stratégies visant à relancer l'activité économique, à promouvoir le travail décent et l'emploi productif, en particulier pour les travailleurs qui ont perdu leur emploi en raison de la pandémie de COVID-19, à renforcer le dialogue social et à améliorer la coordination entre l'éducation et le travail. Les travailleurs et les employeurs ont conclu des accords au niveau continental sur les questions émergentes et urgentes en matière de travail, ainsi que sur les actions à entreprendre pour y remédier. |  |

**DÉPARTEMENT/SECTION : BUREAU EXÉCUTIF - SECTION DE LA COOPÉRATION TECHNIQUE (SEDI-EO-TCS)**

| **INITIATIVES/ACTIVITÉS** | **CONTRIBUTION À LA RÉSILIENCE ET À LA COMPÉTITIVITÉ** | **RÉSULTATS ANTICIPÉS** | **COOPÉRATION ET PARTENARIATS** |
| --- | --- | --- | --- |
| **LIGNE STRATÉGIQUE** | **6. Encouragement de partenariats et de la coopération pour le développement** |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **6.1. Promouvoir la coopération bilatérale, Sud-Sud, triangulaire et internationale à travers le continent.** |
| **Coopération :** |
| Fonds de coopération pour le développement de l'OEA (FCD) | Le cycle de programmation du FCD pour 2021-2024 sera axé sur la "*résilience inclusive pour une reprise efficace, avec un accent sur la science et la technologie"* avec quatre lignes d'actions :1. Reconversion des MPME par l'innovation et la technologie
2. La reconversion innovante pour la relance du secteur du tourisme et des économies régionales
3. L'innovation scientifique et technologique pour renforcer la résilience
4. La science au service de la prise de décisions en matière de planification des risques de catastrophe
 | Cycle de programmation 2017-2021 du FCD achevé à la fin de l'année 2021. | **Interne (OEA) :** Tous les départements du SEDI et DOITS. **Externe :** Agences de coopération des États membres, secteur privé et monde universitaire (à préciser) |
| Cycle de programmation 2021-2024 du FCD/OEA – Cadre conçu et prêt à être mis en œuvre |
| Réunions avec des partenaires potentiels pour compléter le financement d'amorçage du FCD en coordination avec les États membres  |
| CooperaNet : le centre en ligne pour les partenariats stratégiques et la coopération. | « Bourse de la coopération » : continuer à alimenter les offres et les besoins en collaboration avec les points focaux des États membres.  | Au moins 400 offres de coopération, et 20 besoins de coopération publiés. Tous les besoins identifiés dans le nouveau cycle de programmation 2021-2024 du FCD sont inclus.  |
| Reconnaitre les partenaires en développement du SEDI  | Présenter des partenaires en développement actifs travaillant dans les programmes du FCD et avec d'autres secteurs techniques de SEDI. |
| « Rejoindre un expert ». Exploiter les réseaux existants au sein du SEDI pour alimenter la liste des experts.  | Interne et Experts en vedette.  |
| **OBJECTIF STRATÉGIQUE** | **6.2. Encourager les partenariats multisectoriels efficaces pour soutenir les États membres dans la réalisation des objectifs de développement durable.** |
| **Partenariats** |
| La stratégie de travail en collaboration du SEDI avec le secteur privé et d'autres partenaires devient opérationnelle. | Inclure un accent spécifique sur la résilience dans la liste des partenaires potentiels pour guider les efforts d'engagement. | Continuer à rechercher et à obtenir des partenariats sur la base des lignes directrices établies (action permanente au niveau institutionnel).Élaborer des propositions de projet axées sur le domaine d'action « La résilience inclusive pour une reprise efficace, avec un accent sur la science et la technologie » afin d'obtenir de nouveaux partenariats.  | **Interne (OEA) :** Tous les départements du SEDI **Externe :** Secteur privé, autres organisations, banques multilatérales et universités (à préciser). |

CIDRP03109F01

CIDRP03109F01